

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION EXTRAORDINAIRE DE 1946.

SÉANCE DU 16 OCTOBRE 1946.

Projet de Rapport de la Commission des Dommages de Guerre et des Victimes civiles de la Guerre chargée d'examiner les Projets de loi contenant les Budgets des Ministères des Dommages de Guerre et des Victimes de la Guerre pour l'exercice 1946.

(Voir les nos 5-XIX, 5-XX, 78 et 91 (session extraordinaire de 1946) du Sénat.)

Présents : MM. RONSE, président; CLAYS, DELBOUILLE, DURAY, GLINEUR, LEDOUX, LENGIER, LOHEST, SIRONVAL, VAN BUGGENHOUT, YERNAUX et MAQUET, rapporteur.

MESDAMES, MESSIEURS,

Deux projets de budget vous sont présentés, le premier se rapportant au Ministère des Dommages de Guerre, le second au Ministère des Victimes de la Guerre.

Cela paraîtrait anormal, si l'on ne savait que c'est en mars 1946 seulement que ces deux départements ont été fusionnés : avant cette date chaque département avait élaboré son budget propre.

Pour gagner du temps et éviter des frais inutiles, nous n'avons pas demandé l'impression d'un budget unique; nous avons préféré opérer les rectifications rendues nécessaires par le rattachement du Ministère des Dommages de Guerre à celui des Victimes de la Guerre.

Notre tâche s'est compliquée dans la suite du fait que des amendements présentés par le Gouvernement nous sont parvenus tardivement, ce qui nous obligea de corriger deux fois le rapport que nous avions rédigé.

Enfin, le Sénat n'a pas été saisi à ce jour du projet sur la réparation des dommages de guerre, ce qui rend difficile, sinon impossible, l'examen des articles du budget se rapportant à la matière.

Ces remarques préalables s'imposaient.

Nous examinerons donc chaque budget séparément.

I. — BUDGET DES DOMMAGES DE GUERRE.

Il se divise en trois sections : a) les dépenses ordinaires; b) les dépenses exceptionnelles; c) les dépenses résultant de la guerre.

A. — DÉPENSES ORDINAIRES.

Elles subissent des réductions d'un ordre total de 720,000 francs. Il faut considérer, en effet, que les crédits relatifs au traitement du Ministre, à l'entretien de son hôtel et à l'organisation de son cabinet, n'ont été liquidés que pour un trimestre, ce département, comme nous l'avons dit plus haut, ayant été fusionné avec celui des Victimes de la Guerre, en mars 1946.

Le tableau des amendements présentés par le Gouvernement (78) renseigne les différents articles affectés par ces diminutions.

B. — DÉPENSES EXCEPTIONNELLES.

A part un arriéré de mobilité très important, cette section ne comporte que l'article relatif aux frais de premier établissement. Il est d'un import de 7,300,000 francs, dont 3 millions sont consacrés à l'achat de voitures automobiles.

Il est juste de faire observer que le département a dû s'équiper complètement au cours de l'année : il ne possédait aucun matériel.

Il s'agit, au demeurant, comme l'indique la rubrique, de dépenses exceptionnelles qui ne se reproduiront plus, ou qui, tout au moins, seront très considérablement réduites les années suivantes.

Il faut savoir également que le département a repris en grande partie, le matériel provenant des organismes de guerre en liquidation, et que, partant, le produit des achats a fait retour au Trésor.

En ce qui concerne les voitures automobiles, la dépense prévue, 3 millions, peut paraître excessive. Il n'en est rien cependant quand on tient compte de l'activité dévolue à tous les agents du département (services techniques, inspections, contrôle des évaluations des dommages, création et fonctionnement des coopératives, etc.)

Il est indispensable que le travail s'accomplisse avec promptitude.

Evidemment, des abus sont toujours à craindre : aussi, faut-il établir un contrôle sérieux et permanent pour qu'il soit fait usage des automobiles dans le seul intérêt du service.

Mais, dans le siècle où nous vivons, il faut savoir considérer l'auto comme un outil de travail.

C. — DÉPENSES RÉSULTANT DE LA GUERRE.

Cette section se subdivise en : 1^o dépenses du personnel; 2^o dépenses du matériel; 3^o subsides et subventions; 4^o dépenses relatives aux réparations.

L'examen du chapitre « Dépenses du personnel » suggère quelques remarques.

Le personnel comprend des agents de carrière et des agents temporaires. Les agents de carrière sont des agents venus d'autres départements, car, ainsi qu'on le sait, le Ministère des Dommages de Guerre est d'origine récente et dû constituer ses cadres en demandant aux autres Ministères de lui prêter le concours de certains de ses collaborateurs.

Quant aux temporaires, théoriquement la fonction de chacun doit cesser au plus tard avec l'activité même des organismes et services du département.

A en juger par les dépenses prévues pour le traitement de ces deux catégories d'agents (982,260 francs — 47,235,500 francs), le nombre des temporaires est écrasant par rapport à celui des agents de carrière.

Cet afflux d'agents temporaires risque de compromettre à certain moment la bonne organisation du service, pour autant qu'ils ne soient pas encadrés par des agents définitifs. Il est à prévoir, en effet, que les éléments les plus capables, quand ils auront acquis une pratique et une connaissance sérieuses des affaires, ne quittent le département pour occuper dans le privé une situation qui leur apparaîtra plus stable et plus avantageuse.

Le Service des dommages de guerre ne pourra prétendre à une excellente administration et à une parfaite continuité dans le travail, que pour autant qu'il s'attache la collaboration permanente d'un noyau d'éléments dévoués et bien formés.

Pour cela, rien de tel que de leur garantir la stabilité de l'emploi.

Il est inutile d'ailleurs de se bercer de vaines illusions : le Ministère des Dommages de Guerre ne disparaîtra pas avant une dizaine d'années; il subsistera même un service restreint longtemps après. Sait-on que certains dossiers de 1914-1918 n'ont pas encore reçu de décision définitive ?

Dans ces conditions, on ne voit pas pourquoi l'on ne procéderait pas à la nomination d'un certain nombre d'agents définitifs, puisque d'ores et déjà, on peut leur envisager toute une carrière administrative.

Nous notons aussi la suppression de l'article 11, qui comportait un crédit de 3,000,000 de francs affecté à la liquidation de l'ancienne Direction générale des Travaux communaux.

Il faut cependant souligner qu'une somme de 200 millions de francs a été nécessaire pour terminer le travail des réparations et autres incombant à ce service. Nous verrons plus loin qu'elle a été extraite du crédit de 1 milliard 500 millions prévu à l'article 25 pour indemniser les sinistrés.

D'autre part, 28 millions supplémentaires seraient encore nécessaires pour terminer son activité.

Si ce service a donné des résultats heureux dans plusieurs régions, celle de Liège notamment, où nous avons vu des villages tels Stoumont et La Glèze complètement relevés de leurs ruines, il n'en fut pas de même malheureusement partout. Sans vouloir discuter la formule des Travaux communaux, qui connut ses défenseurs et ses détracteurs, mais constatant des faits regrettables et préjudiciables aux intérêts des sinistrés, il conviendrait de connaître les dispositions que l'on se propose de prendre pour remédier à des situations déplorables, sinon douloureuses.

Le sinistré sera dédommagé des seuls dégâts qu'il a subis par faits de guerre, semble-t-il bien; il recevra une indemnité en tenant compte de la valeur des choses en 1940, indemnité qui sera multipliée par un coefficient variant entre trois ou quatre tout au plus.

Mais il paraîtrait que des parties d'immeubles que l'on aurait pu restaurer, voire des immeubles entiers, ont été abattus.

Autre part, il est question de murs des caves arrachés et de fondations enlevées.

Sous prétexte d'arrasement rationnel ou de toilette des lieux, on a démoli avec excès.

Ces dépenses ne sont pas sujettes à indemnisation; seront-elles imputables aux sinistrés ? On se le demande avec inquiétude.

L'on sait aussi que des maisons ont été remises en état d'habitabilité en engageant des frais extraordinaires. Il est de notoriété publique que des achats de matériaux furent effectués au marché noir (ardoises, vitres, tuiles, ciment, bois, etc.).

C'est ainsi, pour citer un cas vécu, qu'un entrepreneur se permit de réclamer un supplément de 15 francs au mètre carré, sur le prix officiel, pour le recouvrement provisoire d'un immeuble sinistré.

Le propriétaire opposa un refus énergique à pareille prétention. Le toit fut néanmoins reconstruit. Mais dans quelles conditions ? Quelques mois plus tard, il était déjà hors d'usage.

Ce n'est là qu'un exemple entre mille. Les abus et les tripotages les plus éhontés se sont multipliés. Partout les pouvoirs publics ont été alertés.

S'imaginer-t-on qu'un sinistré ne toucherait que la moitié ou le tiers de la somme qu'il a dû engager pour reconstruire son immeuble ?

Certes, l'Etat ne prendra pas la différence à sa charge, mais il est certain que de nombreux exploiters doivent rendre gorge.

Le Ministre des Travaux Publics a promis de faire procéder à une enquête sérieuse et approfondie sur le comportement de certains entrepreneurs pour établir les responsabilités que d'aucuns ont pu encourir. Cette enquête est probablement en cours.

La Commission des dommages de guerre insiste pour que ses conclusions soient portées prochainement à la connaissance de tous.

Passons à l'article **11bis**, d'un import de 4,760,000 francs. Son inscription au budget s'imposait du fait que les frais d'administration des anciens « claims » sont repris par l'Etat. Ce nouvel article vise les frais de procédure en conciliation relatifs à l'indemnité de certains dommages causés par les forces alliées sous commandement britannique.

Signalons qu'un arrêté du 5 septembre 1946 (*Moniteur* du 15 septembre, page 7653) porte modification de l'article 13 de l'arrêté-loi du 31 décembre 1945, organisant la procédure en cette matière. Votre Commission insiste pour que la liquidation de ces dommages s'effectue sans délai.

Au chapitre « *Dépenses du matériel* » nous relevons une majoration de 1,500,000 francs à l'article 19, qui passe ainsi à 4,500,000 francs; aux frais de route, de séjour, vacation, etc., on a ajouté les frais de déplacement des commissions de législation, technique, de conciliation, etc.

Quelques modifications également au chapitre « *Subsides et subventions* ».

L'article **22** a changé de libellé. Il prévoit l'intervention de l'Etat dans les frais généraux des coopératives des dommages de guerre (personnel, mobilier, matériel, locaux, etc.).

Précédemment, le crédit était de 7,500,000 francs; il est porté à 19 millions de francs. Cette augmentation se justifie par l'extension des attributions dévolues aux coopératives.

L'article 23, qui prévoyait un subside de 100,000 francs au Fonds National des Sinistrés, et secours, à d'anciens fonctionnaires, à défaut de pension, ne figure plus que pour mémoire.

Voyons le chapitre « *Dépenses relatives aux réparations* ».

Nous notons que le crédit de 10 millions de francs de l'article 24 a été réduit à 6,500,000 francs. Il est destiné aux réparations provisoires des biens privés sinistrés (1,500,000 francs) et à la liquidation des indemnités pour réquisition d'immeubles en faveur de personnes privées de logement (5 millions de francs.)

La diminution de ce crédit indique bien que le Service des Travaux communaux, en liquidation d'ailleurs, voit son activité de plus en plus réduite.

L'article 25 est le plus important. Il prévoit 1,500,000,000 de francs pour les réparations des dommages aux biens meubles et immeubles.

Cependant, nous l'avons dit plus haut, sur ce montant une somme de 200 millions de francs a été bloquée en faveur du Ministère des Travaux Publics.

Reste donc disponible une somme de 1,300,000,000 de francs, sur laquelle toutefois seront imputées les avances à valoir sur la réparation des dommages de guerre.

Ce crédit, qui paraît dérisoire, permettra-t-il de faire face aux débours qu'occasionnera la réalisation du plan de reconstruction des immeubles détruits en 1946 ?

Il nous revient aussi que le Ministère proposerait de construire des habitations à bon marché, en dehors des endroits sinistrés et engagerait à cette fin une dépense de 250 millions. Ces maisons seraient cédées aux sinistrés, en échange de l'indemnité qu'ils sont en droit de revendiquer pour la reconstruction de leur immeuble.

La Commission serait désireuse d'obtenir des précisions à ce sujet.

Il est évident que ces derniers postes ne pouvaient être examinés sérieusement que pour autant que soient connues les dispositions régissant la loi sur la réparation des dommages de guerre.

Le projet de loi a été déposé à la Chambre des Représentants. D'aucuns d'estimer qu'il aurait dû être soumis au Sénat en premier lieu.

Quoi qu'il en soit, la Commission des dommages de guerre constate que le projet arrive tardivement; elle se permet, à ce sujet, d'exprimer quelques suggestions pour que pareille situation ne se reproduise plus.

Certes, nous n'ignorons pas que le Ministère des Dommages de Guerre a vu le jour en 1945 seulement; nous savons aussi que trois Ministres, MM. Basyn, Vermeylen et Terfve, se sont succédés à ce département. Il est évident pour tous que les crises ministérielles et les élections législatives et provinciales, ont créé une ambiance peu favorable au dépôt d'un projet de loi de pareille envergure.

Il est de règle d'ailleurs, quand un chef de département se retire, qu'il laisse à son successeur le soin de présenter d'autres propositions, alors cependant que son travail était à peu près mis au point.

Mais, dans les circonstances difficiles, ne devrait-on pas rompre avec certaines habitudes et ne pas prendre des dispositions pour obvier aux inconvénients que pareille tradition provoque inévitablement ?

L'on se demande, en effet, si l'activité parlementaire doit être complètement paralysée par les remous politiques, et si les Chambres législatives doivent renoncer à tout travail en attendant l'attribution des portefeuilles ?

Il est des problèmes qui réclament des solutions urgentes : la réparation des dommages de guerre en est un.

Chaque perturbation politique doit-elle empêcher le dépôt d'un projet de loi, et faut-il attendre son dénouement pour en présenter un nouveau ?

Plusieurs projets, nous assure-t-on, sont restés dans les cartons.

Le premier projet, dont on n'eut pas connaissance, devait posséder indiscutablement les principes généraux que l'on retrouve dans tout autre projet.

Il appartient d'ailleurs au pouvoir législatif de le remanier, s'il le juge nécessaire, d'élaguer ce qui ne lui convient pas, de le compléter à sa guise, pour en faire en définitive la loi qui doit déterminer les dédommagements en matière de sinistres de guerre.

La Commission a cru bien faire de saisir cette occasion pour démontrer la nécessité de renoncer à certaines traditions qui ralentissent l'action parlementaire et qui créent un malaise parmi la population dans l'attente de décisions urgentes.

* * *

Votre Commission aurait pu limiter son rôle à l'examen technique du budget, lequel, dans son ensemble, est l'expression de la vie administrative du département, avec toutes les dépenses qu'exigent son organisation et son fonctionnement.

Il ne lui était guère possible, en effet, de dissenter longuement sur les articles relatifs aux réparations des dommages de guerre, tant qu'elle n'avait pris connaissance du projet de loi qui doit déterminer le mode de répartition des subsides.

Mais elle a cru devoir énoncer des considérations à caractère plus général en anticipant sans doute sur la discussion que suscitera le projet de loi qui nous est annoncé.

Ce n'est pas du temps perdu, au contraire, le débat futur ne pourra qu'y gagner.

Nous ne parlerons plus de la confection des dossiers nouveaux, puisque cette question a été résolue au Sénat.

Nous tenons cependant à extérioriser les griefs de certains propriétaires qui, soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation, ont cédé du terrain à l'Etat, pour les nécessités d'un plan nouveau d'alignement.

L'indemnité qui leur est due n'est pas payée à ce jour. Elle devrait l'être sans tarder, car elle permettrait à bien des gens dont la guerre a compromis la situation, de trouver un appoint sérieux pour hâter la reconstruction de leur immeuble.

Le cas se complique assez souvent quand l'immeuble s'érige, en tout ou en partie, sur le terrain à concéder.

Quand le nouveau plan d'alignement prévoit le recul d'une habitation, l'intéressé a droit à deux indemnités : la première pour son terrain, la seconde pour reconstruction de son habitation.

Or, la procédure est double et, par conséquent, lente et agaçante.

Nous émettons le vœu de voir le Gouvernement créer sans tarder une juridiction unique, qui aurait dans ses attributions la fixation de l'une et l'autre indemnité.

Ce système en vigueur après la guerre 1914-1918, a donné entière satisfaction.

Le problème des priorités mérite un examen plus attentif encore.

Le désir général des sinistrés est de pouvoir disposer immédiatement de leur indemnité pour rebâtir leurs maisons détruites.

Dans certaines régions, où l'on peut trouver aisément les matériaux principaux sur place, en même temps qu'une main-d'œuvre facile, il serait sans aucun doute intéressant de pouvoir répondre à pareil désir. D'autant plus que l'on nous assure — et nous voulons y croire — que de nombreux petits sinistrés profiteraient de leurs heures de loisir pour s'appliquer eux-mêmes au travail de restauration de leur maison.

S'il s'agissait d'allouer simplement à chacun l'indemnité qui lui revient, l'Etat serait débarrassé de bien graves préoccupations.

C'est pourtant chose impossible. L'Etat ne saurait déboursier en une fois quelques dizaines de milliards sans compromettre sa propre situation financière, c'est-à-dire sans recourir à l'inflation.

Le franc dévalué n'autoriserait aucune réalisation sérieuse et, en fin de compte, ce serait le sinistré qui serait le premier dupé.

La vérité, c'est qu'il n'est pas possible de rebâtir en quelques mois tous les immeubles détruits. Il faut établir un plan qui s'échelonne sur plusieurs années, d'autant plus que le nombre de constructions à relever est subordonné à plusieurs facteurs inéluctables : la main-d'œuvre et son acheminement sur place, la limitation de la quantité de matériaux, les ressources restreintes dont on dispose momentanément, etc., etc.

Ainsi se pose, qu'on le veuille ou non, la question des priorités. Il appartient à des organismes locaux et provinciaux d'en déterminer les modalités.

Nous voudrions cependant les voir appliquer non seulement aux individus, mais dans certains cas, à des localités entières.

La Commission des Dommages de guerre a visité plusieurs régions particulièrement éprouvées, aussi bien en Flandre qu'en Wallonie. Elle a acquis cette conviction qu'il fallait restaurer sans tarder des communes complètement rasées par les bombardements sans distinguer entre les immeubles, si l'on voulait empêcher l'exode définitif de la population.

Dans le cas de localités essentiellement touristiques par exemple, on ne pourrait concevoir que l'on se bornât à redresser les seules maisons d'habitation, et que l'on négligeât de reconstruire les hôtels dont dépendent les moyens d'existence de la majeure partie des habitants.

Il en est de même pour certaines industries autour desquelles gravitent les intérêts professionnels de nombreux de nos concitoyens, et sans lesquelles ils se verraient dans l'obligation de se fixer ailleurs.

Les foyers s'établissent là où l'activité économique les invite à se rassembler. Supprimez cette activité les foyers disparaîtront.

Dans d'autres endroits, où les ravages de la guerre ne prirent pas l'aspect d'une destruction complète, et où les raisons économiques ne se posent pas avec autant de rigueur, la priorité interviendra surtout en faveur des individus.

Sans aucun doute, un critère sérieux a été élaboré déjà pour déterminer les catégories de privilégiés, en tenant compte de leurs situation de famille, de leurs conditions de fortune (les plus modestes obtenant une préférence), de leurs mérites patriotiques, etc.

Bref, il s'agit, avant tout, de satisfaire les besoins les plus urgents et les plus intéressants.

Encore faudra-t-il travailler avec ordre et méthode. Pour cela, une coordination permanente des différents services appelés à coopérer à la reconstruction du pays, s'impose de plus en plus.

Cette coordination nous la préférons sur place, entre gens de la région même. Ils agiront d'autant plus vite, qu'ils possèdent une parfaite connaissance des usages, nécessités, et des exigences économiques de leur contrée.

La dispersion des attributions et les cloisons étanches qui n'ont cessé en tout temps d'exister entre les différents services, ont créé souvent des situations grotesques et déplorables.

Faut-il en citer quelques-unes? Le pont de Heer-Agimont, après 1918, est resté inaccessible au public pendant plus d'un an, la rampe d'accès sur la rive droite demeurant inachevée.

Les frais de construction étaient-ils à charge de l'Etat ou bien de la commune? Il fallut longtemps pour le savoir.

Couvin possède une petite station récemment construite, dont le style particulier contraste déplaisamment avec celui des autres bâtiments de la cité.

Qu'en pense la Commission des Sites et Monuments?

Que de fois n'a-t-on pas éventré dans toute leur longueur des rues importantes à peine terminées, pour y installer un réseau de câbles souterrains!

N'eut-il pas été logique d'entreprendre en même temps, et le travail de la voirie et celui de la canalisation?

Pareilles erreurs ne peuvent se reproduire.

Nous voyons très bien un organisme régional, dont le rayon d'activité serait exactement celui de la coopérative, régler toutes ces questions judicieusement et sans tarder, parce qu'il serait composé de membres appartenant aux différents services intéressés: Province, Coopérative, Ponts et Chaussées, Urbanisme, Sites et Monuments, Société Nationale des Chemins de Fer, etc.

La dite Commission établirait une harmonie complète entre les différents services, sans devoir pour cela en référer en haut lieu, si ce n'est dans des cas particulièrement graves.

L'échelon provincial possède nos préférences, parce qu'il est placé à mi-chemin: il ne connaît pas l'esprit de clocher, qui le rend facilement enclin à subir les influences locales et à faire valoir, avant les autres, des considérations trop personnelles. D'autre part, Bruxelles est trop loin: une centralisation exagérée amène d'ailleurs l'encombrement, la paperasserie, et provoque un fonctionnarisme énervant.

* * *

Beaucoup de sinistrés se plaignent des interventions de l'Urbanisme. Ils ont tort pour autant que celles-ci ne soient pas tracassières. Puisque la guerre, hélas, a anéanti des quartiers entiers de nos cités, sinon des cités entières, il faut savoir en profiter pour reconstruire villes et bourgades dans le but de rendre nos agglomérations plus attrayantes et d'apporter à leurs habitants le plus de confort possible en conservant à chaque localité le caractère original qui lui est propre.

Il y eut certes quelques exagérations, assez vite réprimées heureusement. Tel de nos collègues signalait à la Commission que certains fonctionnaires exigeaient la construction d'abris contre les bombardements, comme si l'atome libéré n'avait pas rendu inefficaces les refuges souterrains.

— Parfois même, ajoutait-il, il fallait se plier à des exigences inattendues, pour ne pas devoir renoncer aux avantages du prêt nécessaire à la reconstruction de l'immeuble !

N'allait-on pas jusqu'à modifier les plans pour désigner, malgré le désir du propriétaire, l'emplacement de la cuisine, de la salle à manger ou du bureau ?

Charbonnier ne serait-il plus maître chez lui ?

Ce zèle intempestif et inadmissible, loin de favoriser l'épanouissement d'un urbanisme bien compris, le sert très mal au contraire.

Aussi, les instances supérieures ont-elles pris des mesures pour mettre fin à ces errements aussi ridicules qu'insolites, qui se sont produits en quelques endroits.

* * *

La Commission des Sites et Monuments est-elle toujours consultée ? De ci, de là, dans la grisaille bleuâtre de la vallée de la Meuse, pour citer un exemple, explosent les couleurs rouges des toits de tuiles qui accrochent déplaisamment l'œil et nuisent à la beauté du paysage.

Prenons-y garde ! Si le tourisme est agréable en lui-même, il possède aussi son côté pratique. C'est une industrie florissante, qui n'a pas donné, loin de là, son maximum de rendement. Abimer le site, c'est éloigner l'étranger et atteindre l'activité économique du pays.

Il suffit parfois de quelques constructions fantaisistes dans un village pour altérer complètement sa physionomie particulière et décourager par là les visiteurs.

C'est, nous l'avons dit, par une coordination bien comprise de tous les services compétents que nous pouvons éviter des erreurs de ce genre.

Ne laissons pas échapper l'occasion de bien faire. Nous pourrions le regretter plus tard.

* * *

A propos des coopératives, la Commission se fait l'écho de nombreuses plaintes qui lui sont parvenues de partout.

La loi sur les coopératives est-elle toujours scrupuleusement respectée ?

Il est évident que les conseils d'administration doivent être l'expression et l'émanation des volontés des seuls coopérateurs. C'est une exigence de la loi que l'on ne peut méconnaître : les administrateurs sont nommés par les coopérateurs.

Or, dans certaines coopératives, beaucoup de membres ne sont encore que des adhérents de principe, puisqu'ils n'ont pas signé le registre social, ni souscrit leur part de coopérateur.

Il en résulterait que la constitution de plusieurs coopératives serait illégale : leurs conseils d'administration auraient été nommés par des assemblées incomplètes, sinon irrégulières. Certains membres leur auraient même été imposés par le département.

La Commission n'a pas tous ses apaisements à ce sujet, elle sollicite quelques éclaircissements.

* * *

II. — BUDGET DES VICTIMES DE LA GUERRE.

Le projet de rapport qui fut présenté à la Commission des Dommages de Guerre a été sensiblement remanié.

Nous avons recueilli au département de nombreux renseignements concernant certains amendements que le Gouvernement se proposait de présenter. Aujourd'hui que nous sommes en possession de ses propositions, nous constatons que la plupart des amendements ont été abandonnés, à l'invitation sans doute du Comité du budget.

Votre Commission voudrait savoir les raisons pour lesquelles plusieurs majorations de crédit jugées indispensables ne figurent pas au budget.

C'est ainsi qu'au chapitre II : « *Dépenses de matériel* », le département a renoncé à solliciter une majoration de crédit de 50,000 francs à l'article 9/1 et de 250,000 francs à l'article 9/2, alors que cette augmentation totale de 300,000 francs était jugée nécessaire « pour permettre à l'Administration de réaliser son programme avec un maximum d'efficacité ». Trois voitures automobiles s'avéraient « rigoureusement indispensables » pour inspecter vingt homes pour prisonniers politiques, pour contrôler plus de cent bureaux de répartition, pour superviser l'activité des œuvres dépendant du département disséminées à travers le pays.

Il semblait également que l'article 13 devait être majoré de 600,000 francs pour réaliser tout un programme d'expositions et de cérémonies.

Un article 13^{bis} devait aussi figurer au budget, avec un crédit de 125 mille francs. pour l'organisation de la « Journée du Souvenir ».

Enfin, il fut question également de porter par voie d'amendement, de 1 million à 3 millions le crédit de l'article 25, qui prévoit la distribution de colis aux prisonniers politiques et à leurs ayants-droit.

Cette majoration se justifiait ainsi : « L'essentiel de ces produits distribués — vivres ou vêtements — provient de dons de l'étranger. Mais les frais de dédouanement, d'entreposage, de manutention, d'emballage sont élevés. Et pour compléter ou équilibrer les envois, il peut y avoir lieu d'acheter certaines marchandises. Dans l'ensemble, ce poste exige 3 millions de francs. »

La Commission constate donc que des restrictions ont été consenties et elle se demande si elles ne sont pas de nature à nuire à la bonne administration du département, à compromettre des initiatives et à réduire certains avantages accordés aux prisonniers politiques.

Ceci dit, passons à l'examen du budget.

Il se subdivise en deux sections : les dépenses ordinaires et les dépenses exceptionnelles.

DÉPENSES ORDINAIRES.

Elles comprennent : a) les dépenses du personnel ; b) les dépenses du matériel ; c) les subsides et dépenses de prévoyance sociale.

Dépenses du personnel. — Il s'agit des traitements du nombreux personnel attaché au département, tant définitif que temporaire, et des augmentations

et indemnités y afférentes, ainsi que des versements légaux relatifs à l'assurance et en vue de la vieillesse et du décès prématuré.

Les différents articles de ce chapitre ne suscitent aucune remarque. A noter cependant la proposition d'inscription d'un article nouveau, le 3^{bis}, d'un import de 3 millions de francs. Il se justifie du fait du transfert au Ministère des Victimes de la Guerre, du service de santé de l'armée, lequel émerge, par conséquent, sur le budget de ce département.

Dépenses du matériel. — Ce sont les dépenses ordinaires et indispensables : éclairage, chauffage, service des eaux, frais de correspondances et de téléphone, loyers, impositions, redevances, achat, location, entretien du mobilier et des locaux, fournitures de bureau, etc. Elles ne donnent lieu à aucune observation.

Subsides et dépenses de prévoyance sociale. — Ce chapitre a trait aux subventions consenties à l'O.N.A.C. pour venir en aide aux anciens combattants, déportés et prisonniers politiques, en cas de besoin. Le crédit de 1946, en augmentation de 400,000 francs sur celui de 1945, témoigne de la sollicitude des pouvoirs publics à l'égard de nos concitoyens qui se distinguèrent et qui souffrirent au cours des hostilités.

DÉPENSES EXTRAORDINAIRES.

Cette deuxième section se subdivise en : a) dépenses exceptionnelles; b) dépenses résultant de la guerre.

Dépenses exceptionnelles. — Elles visent les arriérés de mobilité en faveur des fonctionnaires, employés et agents temporaires. Ces arriérés se chiffrent à 750,000 francs.

Dépenses résultant de la guerre. — Examinons-les, article par article.

L'article 20 ne subit aucune modification. Comme en 1945, il est prévu 13 millions de francs pour subventionner les œuvres s'occupant des victimes de la guerre, pour l'organisation de centres d'hébergement, etc.

Article 21. — L'O.N.A.C. reçoit 28,500,000 francs contre 133,600,000 francs précédemment. La justification de cette modification importante nous est donnée à la page 42 du projet de budget. Nous n'y reviendrons pas.

Article 22. — Le crédit pour allocation mensuelle payée aux prisonniers politiques rentrés dans leur foyer a été ramené de 135 millions à 3 millions de francs, ce qui s'explique par le nombre sensiblement réduit des personnes qui peuvent encore bénéficier de cette subvention.

Article 23. — C'est un article nouveau, prévu en vertu de l'application de l'arrêté-loi attribuant des allocations mensuelles aux veuves et aux ayants droit des prisonniers politiques décédés ou fusillés et aux ayants droit des prisonniers politiques non encore rentrés.

Il est d'un import de 216 millions de francs. Il doit être cependant complété par l'ajoute suivante : « y compris les arriérés des exercices antérieurs » afin de permettre l'imputation des arriérés au bénéfice des ayants droit qui ont introduit tardivement leur demande.

Article 24. — Cet article tombe de 135 millions à 1 million de francs. Réduction normale, puisque le crédit doit être utilisé pour octroyer une allocation de rapatriement de 1,000 francs aux rapatriés. Le nombre de ceux-ci a nécessairement considérablement décru.

Article 26. — Il s'agit d'un subside à l'Œuvre nationale du Service des familles de militaires (C.R.A.B.). Cet article ne subit aucune modification, ni dans son libellé, ni dans son crédit, qui reste de 2,400,000 francs.

L'article 26¹ figure pour mémoire. Le Fonds national de Secours aux sinistrés, dont la mission est terminée, ne dispose plus, en 1946, du milliard qui lui était réservé en 1945.

Article 27. — Le Haut-Commissariat à la Défense de la population civile ne recevra plus que 6 millions contre 56,224,000 francs précédemment. Il est en voie de liquidation.

Article 28. — A en juger par la réduction très sensible du crédit qui lui était réservé, il doit en être de même du Commissariat belge au Rapatriement. En 1945 il recevait 400 millions de francs; le budget de 1946 réduit cette somme à 100,425,000 francs. Par voie d'amendement, elle sera diminuée de 5 millions de francs supplémentaires.

Article 29. — Pour la première fois, nous voyons porté au budget des Victimes de la Guerre, un crédit de 2 millions pour remboursement des frais médicaux, pharmaceutiques et d'hospitalisation, etc. aux victimes de la guerre. Cependant, cet article existait en 1945 au budget du Ministère des Finances. Il passe donc d'un département à l'autre.

Signalons enfin deux nouveaux articles :

Le premier, de 50 millions, pour frais médicaux et pharmaceutiques aux victimes, ex-militaires et assimilés de la guerre 1940-1945 et aux mêmes, malades ou blessés de la période de renforcement de l'armée. Il faut y ajouter les frais de soins et d'hospitalisation en dehors des hôpitaux militaires et les frais de prothèse aux prisonniers politiques et otages civils. Il s'agit d'un transfert du Ministère de la Défense Nationale au Ministère des Victimes de la Guerre.

Le deuxième, d'un import de 200,000 francs, a pour but de régler les frais relatifs aux actes de décès et à la rectification administrative de certains de ces actes.

Nous avons vu que ce chapitre contient les postes essentiels du budget, puisqu'il a trait aux interventions de toute nature de l'Etat en faveur des victimes de la guerre.

En groupant les postes 21, 22, 24, 26/1, 27 et 28, nous constatons qu'ils ont subi, dans leur ensemble, une réduction massive de 1,720,919,000 francs par rapport à l'année précédente (138,925,000 fr. contre 1,859,844,000 fr.).

Comment expliquer cette chute verticale des crédits ? Dès la libération du territoire, des devoirs importants et immédiats s'imposaient. Il fallait organiser sans tarder le rapatriement des prisonniers, les pourvoir des soins que réclamait leur santé, leur attribuer les allocations mensuelles; il fallait aussi rechercher les absents et aider leurs familles.

Des commissions furent créées, des services furent organisés pour faire face aux nécessités urgentes et impérieuses de l'après-guerre.

Cette première étape est presque franchie : la réduction de certains crédits en fournit la preuve évidente.

Le Commissariat belge au Rapatriement ne se justifie plus aujourd'hui. Il a mené à bonne fin la tâche délicate qui lui incombait : il doit s'effacer.

Sans doute, faudra-t-il maintenir dans le cadre du département les quelques activités jugées encore nécessaires, où elles constitueront un service réduit et temporaire.

Il serait désirable que le personnel soit repris par le Ministère des Victimes de la Guerre, suivant les possibilités du service nouveau.

Ainsi, la liquidation du Commissariat serait hâtée et l'Etat réaliserait de sérieuses économies; les frais occasionnés par les missions à l'étranger, entre autres, sont particulièrement onéreux.

Il faut savoir aussi qu'au 15 juin dernier, le personnel du Commissariat au Rapatriement comprenait encore 372 appointés, 75 salariés, 3 officiers, 14 assimilés et 1 sous-officier, soit un effectif total de 465 agents. Il était supérieur, à cette date, à celui de l'Administration centrale du département, qui comptait 309 agents et 15 chauffeurs et hommes de peine.

La première période, celle des interventions et secours temporaires, touche donc à sa fin.

Mais en même temps que l'on veillait à apporter l'aide première aux victimes de la guerre, l'on envisageait les moyens de leur accorder les avantages définitifs auxquels ils peuvent prétendre.

Une législation prenait corps : elle se complète de jour en jour. Cette préoccupation se traduit dans le budget de 1946 par l'augmentation de certains crédits et par l'inscription de plusieurs articles nouveaux.

Les homes et centres d'hébergement subsistent, la réadaptation professionnelle s'organise, des allocations mensuelles sont allouées aux veuves des victimes et à leurs ayants droit; les soins médicaux, pharmaceutiques et d'hospitalisation sont prévus. Bref, l'on passe progressivement de la période initiale à une situation normale.

Nous exprimons le désir de voir hâter plus encore la liquidation des services de la première période, pour s'attacher davantage au présent et pouvoir régler tous les cas des victimes de la guerre dans un délai très rapproché.

* * *

Les budgets ont été adoptés par 8 voix contre 3. Le présent rapport a été approuvé à l'unanimité des membres présents.

Le Rapporteur,
R. MAQUET.

Le Président,
E. RONSE.

BELGISCHE SENAAT

BUITENGEWONE ZITTING 1946.

VERGADERING VAN 16 OCTOBER 1946.

Verslag uit naam van de Commissie van Oorlogsschade en Oorlogsgetroffenen belast met het onderzoek van de Wetsontwerpen houdende de Begrotingen van het Ministerie van Oorlogsschade en van het Ministerie van Oorlogsgetroffenen voor het dienstjaar 1946.

(Zie de n^{rs} 5-XIX, 5-XX, 78 en 91 (buitengewone zitting 1946) van den Senaat.)

Aanwezig : de hh. RONSE, voorzitter; CLAYS, DELBOUILLE, DURAY, GLINEUR, LEDOUX, LINGER, LOHEST, SIRONVAL, VAN BUGGENHOUT, YERNAUX, en MAQUET, verslaggever.

MEVROUWEN, MIJNE HEEREN,

Er worden U twee ontwerpen van begrooting voorgelegd, nl. een betreffende het Ministerie van Oorlogsschade en een betreffende het Ministerie van Oorlogsgetroffenen.

Dat zou abnormaal schijnen voor wie niet weet, dat deze twee departementen eerst in Maart 1946 werden samengesmolten : vóórdien had elk departement zijn eigen begrooting opgemaakt.

Om tijd te winnen en nuttelooze kosten te sparen hebben wij niet gevraagd een enkele begrooting te laten drukken; wij hebben liever zelf de verbeteringen aangebracht, die noodzakelijk werden gemaakt door de verbinding van het Ministerie van Oorlogsschade aan dat van Oorlogsgetroffenen.

Onze taak is naderhand nog ingewikkelder geworden doordat de amendementen, voorgesteld door de Regeering, ons te laat bereikt hebben, hetgeen ons noodzaakte het door ons opgestelde verslag tweemaal te verbeteren.

Ten slotte heeft de Senaat tot heden het ontwerp op de oorlogsschade nog niet ontvangen, waardoor het moeilijk, zoo niet onmogelijk wordt gemaakt, de artikelen van de begrooting ter zake te onderzoeken.

Deze voorafgaande opmerkingen waren geboden.

Wij zullen dus elke begrooting afzonderlijk behandelen.

I. — BEGROOTING VAN OORLOGSSCHADE.

Deze vervalt in drie afdeelingen : a) de gewone uitgaven; b) de uitzonderingsuitgaven; c) de uitgaven voortvloeiende uit den oorlog.

A. — GEWONE UITGAVEN.

Deze ondergaan een vermindering van in totaal ongeveer 720,000 frank. Er valt immers te overwegen, dat de kredieten voor de wedde van den Minister, voor het onderhoud van zijn ambtswoning, voor de inrichting van zijn cabinet, slechts over een kwartaal werden uitbetaald, vermits, zooals gezegd, het departement met dat van Oorlogsschade werd samengesmolten in Maart 1946.

De tabel der door de Regeering voorgedragen amendementen (78) geeft de verschillende artikelen op, die vermindering ondergaan.

B. — UITZONDERINGSUITGAVEN.

Behalve geringe mobiliteitsachterstallen bevat deze afdeeling slechts het artikel betreffende de kosten van oprichting. Dat artikel bedraagt 7,300,000 fr., waarvan 3 miljoen besteed wordt voor den aankoop van automobielen.

Het is waar, dat het departement zich tijdens het jaar geheel heeft moeten instellen : het bezat geenerlei materieel.

Het betreft overigens, zooals in de rubriek is aangegeven, uitzonderingsuitgaven die niet meer zullen voorkomen, of althans in de volgende jaren veel lager zullen zijn.

Ook moet gezegd worden, dat het departement grootendeels het materieel van in liquidatie verkeerende oorlogsorganismen heeft overgenomen en dat de opbrengst van de aankopen bijgevolg naar de Staatskas is teruggedaan.

Wat de automobielen betreft, de daarvoor uitgetrokken som, nl. drie miljoen kan te aanzienlijk voorkomen. Dat is evenwel niet zoo als men rekening houdt met de werkzaamheden die opgedragen zijn aan alle beampten van het departement (technische diensten, inspecties, contrôle op de schatting van oorlogsschade, stichting en werking van coöperatieven, enz.).

Het is allernoodzakelijkst dat het werk snel van de hand gaat.

Natuurlijk valt er steeds voor misbruiken te vreezen; ook moet er een ernstige en blijvende contrôle ingevoerd worden opdat de auto's alleen in 't belang van den dienst zouden gebezigd worden.

Maar in deze tijden moet men de auto als een werktuig kunnen beschouwen.

C. — UITGAVEN VOORTVLOEIENDE UIT DEN OORLOG.

Deze afdeeling vervalt in : 1^o uitgaven voor personeel; 2^o uitgaven voor materieel; 3^o subsidies en toelagen; 4^o uitgaven betreffende herstellingen.

Het onderzoek van het hoofdstuk « Personeelsuitgaven » geeft aanleiding tot eenige opmerkingen.

Het personeel telt vaste beampten en tijdelijke beampten. De vaste beampten komen uit andere departementen want, zooals bekend, het Ministerie van Oorlogsschade bestaat nog niet lang en heeft zijn kader moeten vormen met de medewerking van beampten uit andere Ministeries.

Wat de tijdelijken betreft, theoretisch moet de functie van dezen ophouden bij het einde van de bedrijvigheid der organismen en diensten van het departement.

Blijkens de uitgaven voor de wedden van deze twee categorieën van beambten (982,260 frank — 47,235,500 frank) is het aantal tijdelijken geweldig groot tegenover het aantal vaste beambten.

De toevloed van tijdelijke beambten zou op bepaalde oogenblikken de goede organisatie van den dienst in gevaar kunnen brengen, voor zoover hij niet wordt ingedijkt door vaste personeelsleden. Het valt immers te voorzien, dat de beste krachten het departement zullen verlaten om in den privaten sector een positie te gaan bekleeden die hun stabiel en voordeliger zal lijken, wanneer zij op het departement een ernstige ervaring en kennis van de zaken hebben verworven.

De dienst van oorlogsschade kan niet rekenen op een uitstekende administratie en een volmaakte continuïteit in het werk zoolang hij zich niet de blijvende medewerking verzekert van een kern van toegewijde en degelijk gevormde elementen.

Daarvoor is niets zoo doeltreffend als de waarborg van een stabiele betrekking.

Het is trouwens nutteloos zich aan ijdele illusies over te geven : het Ministerie van Oorlogsschade zal niet verdwijnen vóór een tiental jaren; er zal zelfs nog lang daarna een beperkte dienst blijven bestaan. Weet men, dat sommige dossiers van 1914-1918 nog geen definitieve oplossing hebben gekregen ?

Derhalve zien wij niet in waarom er niet wordt overgegaan tot de benoeming van een aantal vaste beambten, vermits er nu reeds een geheele administratieve loopbaan in het vooruitzicht is.

Wij noteeren ook de opheffing van artikel 11 dat een krediet van 3 miljoen frank inhield voor de liquidatie van de vroegere Algemeene Directie der Gemeentewerken.

Er valt echter op te wijzen dat er een som van 200 miljoen frank nodig is geweest voor het voleinden van de herstellingen en andere werken waarmede die dienst belast was. Wij zullen verder zien dat die som uitgetrokken werd op het krediet van 1 milliard 500 miljoen in artikel 25 tot schadeloostelling van de geteisterden.

Voorts zou er nog 28 miljoen nodig zijn voor de beëindiging van haar werkzaamheden.

Al heeft die dienst goede resultaten opgeleverd in verscheidene streken, onder meer in het Luiksche, waar wij sommige dorpen als Stoumont en La Glèze volledig uit hun puinen hebben zien oprijzen, is dat jammer genoeg niet overal het geval geweest. Zonder de formule van de Gemeentewerken te willen afbreken, die verdedigers en aanvallers heeft gehad, wijzen wij toch op de betreurenswaardige feiten die schade hebben berokkend aan de belangen van de geteisterden en zouden wij gaarne te weten komen, welke voorzieningen overwogen worden ter verhelping van jammerlijke, zoo niet smartelijke toestanden.

De geteisterde zal alleen vergoed worden voor de schade die hij geleden heeft door oorlogsgeweld, naar het schijnt; hij zal een vergoeding ontvangen met inachtneming van de waarde der zaken in 1940, na vermenigvuldiging met een coëfficiënt van ten hoogste drie tot vier.

Maar het schijnt, dat gedeelten van perceelen, die herbouwd hadden kunnen worden, ja zelfs geheele perceelen werden afgebroken.

Elders is er sprake van uitgebroken kelder en weggenomen fundeeringen.

Onder voorwendsel van rationeele aanrazeering of van opschik der geteisterde plaatsen werder al te voortvarend afgebroken.

Deze uitgaven komen niet voor vergoeding in aanmerking; zullen ze aan de geteisterden toegerekend worden? Men vraagt het zich met bezorgdheid af.

Ook is het bekend dat sommige huizen opnieuw bewoonbaar werden gemaakt met buitengewone kosten. Het is algemeen bekend, dat er materialen op de zwarte markt gekocht werden (leien, vensterglas, dakpannen, cement, hout, enz.).

Aldus veroorloofde zich een aannemer, om een zelf beleefd voorbeeld te noemen, 15 frank per vierkanten meter boven den officieelen prijs te vragen voor de voorloopige bedekking van een geteisterd gebouw.

De eigenaar weigerde met kracht dat te betalen. Toch werd het dak herbouwd. Maar hoe? Eenige maanden later was het alweer buiten gebruik.

Dat is slechts één voorbeeld onder duizenden andere. Schaamteloze misbruiken en knoeierijen zijn er legio geweest. Overal werden de openbare machten gewaarschuwd.

Kan men zich voorstellen dat een geteisterde slechts de helft of een derde zou ontvangen van hetgeen bij besteed heeft voor den herbouw van zijn goed?

Voorzeker zal de Staat het verschil niet op zich nemen. Maar het staat vast dat vele uitbuiters zullen moeten afdokken.

De Minister van Openbare Werken heeft in dat verband beloofd een ernstig en grondig onderzoek te zullen instellen omtrent de gedragingen van zekere aannemers om de verantwoordelijkheid van sommigen vast te stellen. Dat onderzoek is vermoedelijk aan den gang.

De Commissie van Oorlogsschade vraagt met nadruk dat de conclusies ervan eerlang ter algemeene kennis worden gebracht.

Laten wij nu overgaan tot artikel 11 bis, dat 4,760,000 frank bedraagt. Deze som was geboden wegens het feit dat de beheerkosten van zg. « claims » door den Staat worden overgenomen. Dit nieuwe artikel slaat op de kosten van rechtspleging en verzoening in verband met de vergoeding voor zekereschade, welke door de geallieerde strijdkrachten onder Britsch commando werd teweeggebracht. Wij wijzen er op dat een besluit van 5 September 1946 (*Staatsblad* van 15 Sept., bl. 7653, een wijziging aanbrengt in art. 13 der besluitwet van 1 Dec. 1945, houdende regeling der rechtspleging op dit gebied. Uw Commissie dringt aan voor spoedige vereffening dezer schadevergoeding.

In het hoofdstuk « *Uitgaven voor materieel* » vinden wij een verhooging met 1,500,000 frank voor artikel 19, dat alzoo tot 4,500,000 frank komt. Bij de reis- en verblijfkosten en de vacatiegelden, enz. zijn nu ook de verplaatsingskosten van de commissies voor wetgeving, techniek, verzoening, enz. gevoegd.

Er zijn ook eenige wijzigingen in het hoofdstuk « *Subsidies en toelagen* » gebracht.

In artikel 22 is de redactie veranderd. Dat artikel voorziet een Staatsbijdrage in de algemeene onkosten van de samenwerkende maatschappijen voor oorlogsschade (personeel, mobilair, materieel, lokalen, enz.).

Voorheen bedroeg het krediet 7,500,000 frank, het wordt thans op 19 miljoen frank gebracht. Deze verhooging is gegrond op de uitbreiding van de bevoegdheid der samenwerkende maatschappijen.

Artikel 23, hetwelk een subsidie van 100,000 frank voorzag voor het Nationaal Fonds voor Geteisterden voor hulp aan oud-ambtenaren bij gebrek aan pensioen is nog slechts pro memorie opgenomen.

Als wij overgaan tot het hoofdstuk « Uitgaven betreffende herstellingen », merken wij dat het krediet van 10,000,000 frank in artikel 24 tot 6,500,000 frank is teruggebracht. Het is bestemd voor noodherstellingen aan geteisterde private goederen (1,500,000 frank), en voor de uitkeering van de vergoedingen wegens opeiseling van perceelen ten behoeve van personen zonder woning (5,000,000 fr.).

De kredietverlaging wijst er wel degelijk op, dat de trouwens in liquidatie zijnde Dienst der Gemeentewerken zijn bedrijvigheid steeds meer en meer ziet inkrimpen.

Artikel 25 is het belangrijkste. Het voorziet 1,500,000,000 frank voor het herstel van oorlogsschade van roerende en onroerende goederen.

Evenwel, zooals boven gezegd, is van dat bedrag een som groot 200,000,000 frank geblokkeerd ten behoeve van het Ministerie van Openbare Werken.

Er blijft dus een som van 1 milliard 300 miljoen beschikbaar, waarop evenwel de voorschotten op het herstel van de oorlogsschade zullen worden uitgetrokken.

Zal dat krediet, hetwelk belachelijk klein voorkomt, het mogelijk maken om de uitgaven te dekken welke zullen verbonden zijn aan de verwezenlijking van het plan tot wederopbouw der in 1946 verwoeste panden?

Wij vernemen ook dat de Minister zou voorstellen goedkoope woningen te bouwen buiten de geteisterde gebieden en daarvoor een uitgave van 250 miljoen vastleggen. Die huizen zouden aan de geteisterden worden afgestaan in ruil voor de vergoeding waarop zij aanspraak hebben voor den wederopbouw van hun goed.

De Commissie zou hieromtrent gaarne wat naders vernemen.

Het ligt voor de hand, dat deze laatste posten slechts ernstig konden behandeld worden, indien de bepalingen van de wet op de oorlogsschade bekend waren.

Het wetsontwerp is bij de Kamer der Volksvertegenwoordigers ingediend. Sommigen oordeelen, dat het eerst aan den Senaat onderworpen had moeten worden.

Hoe dit ook zij, de Commissie van Oorlogsschade merkt op, dat het ontwerp laat komt; zij veroorlooft zich enkele wijzigingen te geven, opdat een dergelijke toestand zich niet weer zou voordoen.

Gewis, wij weten zeer goed dat het Ministerie van Oorlogsschade eerst in 1945 het licht zag; wij weten ook dat er in dat departement achtereenvolgens drie ministers zijn geweest, nl. de HH. Basyn, Vermeylen en Terfve. Het is allen duidelijk, dat de ministerieele crises, de wetgevende en provinciale verkiezingen een ongunstige sfeer hebben geschapen voor het indienen van een zoo gewichtig wetsontwerp.

Het geldt trouwens als regel dat, wanneer het hoofd van een departement zich terugtrekt, hij aan zijn opvolger de zorg overlaat andere voorstellen voor te dragen, hoewel zijn werk bijna gereed was.

Maar zou men in moeilijke omstandigheden niet moeten breken met zekere gewoonten en maatregelen nemen ter voorkoming van de bezwaren, welke een dergelijke traditie onvermijdelijk met zich brengt?

Men vraagt zich immers af, of de parlementaire bedrijvigheid geheel moet lamgelegd worden door de politieke veranderingen en of de wetgevende Kamers hun werk moeten staken in afwachting dat de portefeuilles worden toegewezen.

Er zijn vraagstukken, die een dringende oplossing eischen : het herstel der oorlogsschade is er zoo een.

Moet elke politieke storing verhinderen dat een wetsontwerp wordt ingediend en moet er gewacht worden totdat ze ten einde is om een nieuw ontwerp in te dienen?

Naar ons verzekerd wordt, zijn verscheidene ontwerpen in den doofpot geraakt.

Het eerste, dat niet ter kennis kwam, moest onbetwistbaar de algemeene beginselen bevatten, die in elk ander ontwerp voorkomen.

De wetgevende macht behoort het trouwens, zoo noodig, om te werken, er uit weg te snoeien wat niet te pas komt, het naar eigen goedvinden aan te vullen, om er ten slotte de wet van te maken, die de schadeloosstellingen ter zake van oorlogsrampen zal bepalen.

De Commissie heeft gemeend doelmatig te handelen door de gelegenheid te baat te nemen om aan te toonen dat het noodzakelijk is, van sommige tradities af te zien welke de parlementaire werkzaamheden vertragen en onrust wekken onder de bevolking die op dringende beslissingen wacht.

* * *

Uw Commissie had haar rol kunnen beperken tot de technische behandeling van de begroting, welke in haar geheel het administratieve leven van het Departement tot uitdrukking brengt met alle uitgaven welke verbonden zijn aan de inrichting en werking ervan.

Het was haar immers vrijwel onmogelijk om lang te spreken over de artikelen betreffende het herstel der oorlogsschade vóór dat zij kennis had genomen van het wetsontwerp dat de verdeeling der subsidies zal bepalen.

Maar zij heeft gemeend meer algemeene beschouwingen te moeten uitbrengen en alzoo vooruit te loopen op de bespreking waartoe het ons aangekondigde wetsontwerp aanleiding zal geven.

Dat is geen verloren tijd. Integendeel, de toekomstige debatten kunnen er slechts mee winnen.

Wij zullen niet meer spreken van de samenstelling der nieuwe dossiers, vermits de Senaat die kwestie heeft geregeld.

Toch willen wij de grieven van zekere eigenaars naar voren brengen, die, hetzij in der minne, hetzij bij wege van onteigening, aan den Staat grond hebben afgestaan ten behoeve van een nieuw rooiplan.

De hun verschuldigde vergoeding is nog steeds niet uitbetaald. Dat zou nochtans onverwijld moeten geschieden, want zij zou menigeen, die door den oorlog in verlegenheid is geraakt, in staat stellen om den herbouw van zijn pand ernstig te bespoedigen.

Het wordt niet zelden moeilijker wanneer het gebouw geheel of gedeeltelijk op den over te dragen grond staat.

Wanneer in een nieuw rooiplan de achteruitbouw van een woning wordt voorgeschreven, dan heeft de betrokkene recht op twee vergoedingen : een voor zijn grond en een voor den herbouw van zijn woning.

De procedure is echter tweeledig en bijgevolg traag en vervelend.

Wij uiten den wensch, dat de Regëering onverwijld één enkele rechtsmacht moge instellen, die bevoegd is voor de vaststelling van beide vergoedingen.

Dat systeem gold na den oorlog 1914-1918 en voldeed aan alle eischen.

* * *

Het vraagstuk van de prioriteiten verdient nog een aandachtiger onderzoek.

De geteisterden verlangen algemeen, dat zij onmiddellijk zouden kunnen beschikken over hun vergoeding om hun verwoeste huizen weder op te bouwen.

In sommige streken kunnen de hoofdzakelijkste materialen ter plaatse gevonden worden en tevens ook de noodige werkkrachten, zoodat het ongetwijfeld belangwekkend zou zijn om op een dergelijk verlangen in te gaan. Des te meer, daar — naar ons verzekerd wordt en wij willen het gelooven — talrijke kleine getroffen en hun vrijen tijd zouden gebruiken om hun huis op eigen krachten te herstellen.

Als het er alleen om ging, aan ieder de vergoeding te geven die hem toekomt, dan zou de Staat zich van ernstige bekommernissen kunnen ontdoen.

Maar dat is onmogelijk. De Staat kan niet ineens ettelijke tientallen miljarden gaan uitgeven zonder zijn eigen financieelen toestand in gevaar te brengen, d.w.z. zonder tot inflatie over te gaan.

Met een ontwaarden frank is niets ernstigs te bereiken en, ten slotte, zou de geteisterde zelf daar het eerst door bedrogen zijn.

De waarheid is — en het ontwerp gaat er van uit — dat het onmogelijk is in enkele maanden tijds alle verwoeste gebouwen weer op te trekken. Er moet een plan komen, dat over verschillende jaren zal worden verwezenlijkt, vooral ook omdat het aantal te herstellen perceelen gebonden is aan verscheidene onontkoombare factoren : de arbeidskrachten, en het brengen van dezen naar de werkplaatsen, de beperktheid van de hoeveelheid materiaal, de begrensde hulpmiddelen die thans ter beschikking staan, enz., enz.

Zoo doet zich, willens nillens, het vraagstuk der prioriteiten voor. Het is nu de taak van de plaatselijke en provinciale lichamen om de modaliteiten ervan te bepalen.

Wij zouden echter willen, dat deze niet alleen toepasselijk zijn op enkelingen, maar in sommige gevallen ook op geheele gemeenten.

De Commissie van Oorlogsschade heeft eenige bijzonder zwaar getroffen gebieden bezocht, zoowel in Vlaanderen als in Wallonië. Zij heeft er de overtuiging opgedaan dat gemeenten, die geheel door bombardementen werden weggevaagd, zonder dralen moeten herbouwd worden. zonder daarbij onderscheid te maken tusschen de perceelen, als men een definitieven uittocht van de bevolking wou verhinderen.

In hoofdzakelijk toeristische plaatsen, bij voorbeeld, is het ondenkbaar, dat men zich zou beperken tot den herbouw van de woonhuizen, en de hotels verwoest liet liggen, terwijl het meerendeel van de bewoners hieruit hun bestaansmiddelen halen.

Hetzelfde geldt voor zekere bedrijven waaromheen de beroepsbelangen van velen onzer medeburgers draaien en zonder welke dezen zich elders zouden moeten gaan vestigen. De gezinnen zetten zich neer waar de economische bedrijvigheid ze aantrekt. Heft die bedrijvigheid op en de gezinnen zullen ook verdwijnen.

Elders, waar de oorlog niet alles verwoestte en waar de economische vraagstukken niet zoo scherp bestaan, moeten de prioriteiten vooral gaan naar de enkelingen.

Gewis, er is reeds een ernstige maatstaf aangelegd ter bepaling van de categorieën van bevoorrechten met inachtneming van hun gezinstoestand, hun middelen (de geringsten zullen voorkeur genieten), hun patriotische verdiensten, enz.

Kortom, het komt er voor alles op aan om de meest dringende en belangwekkende behoeften te bevredigen.

Maar er dient in elk geval met orde en methode te werk gegaan.

Daarom is het steeds dringender geboden, dat de verschillende diensten, die tot 's lands wederopbouw moeten samenwerken, blijvend gecoördineerd worden.

Een dergelijke coördineering zien wij liefst ter plaatse tot stand komen tusschen menschen uit de streek. Die zullen des te sneller handelen daar zij de gebruiken, de economische behoeften en eischen van hun streek volkomen kennen.

De versnippering van de bevoegdheden en de onoverbrugbare kloven die ten allen tijde bestaan hebben tusschen de verschillende diensten, hebben vaak tot zonderlinge en betreuenswaardige toestanden geleid.

Moeten wij er enkele aanhalen? De brug te Heer-Agimont is na 1918 meer dan één jaar lang ontoegankelijk gebleven, omdat de oprit op den rechteroever niet voltooid was.

Waren de bouwkosten ten laste van den Staat ofwel van de gemeente? Het heeft lang geduurd om dat te weten.

Couvin bezit een onlangs gebouwd stationnetje, hetwelk door zijn bijzonderen bouwtrant leelijk afsteekt tegen de andere gebouwen in de gemeente.

Wat denkt de Commissie voor Monumenten en Landschappen daarvan?

Hoe dikwijls is het niet gebeurd dat belangrijke straten, nauwelijks voltooid, alweer over de geheele lengte werden opengereten om er een ondergronds kabelnet in aan te leggen!

Ware het niet logischer geweest, als men het straatwerk en het kanalisatiewerk tegelijk had uitgevoerd?

Zulke vergissingen mogen niet meer voorkomen.

Wij zien goed in, dat een gewestelijk organisme met juist dezelfde actieradius als de samenwerkende vennootschap alle kwesties snel en oordeelkundig zou regelen, omdat het zou bestaan uit leden uit de verschillende betrokken diensten: Provincie, samenwerkende vennootschap, Bruggen en Wegen, Stedebouw, Monumenten en Landschappen, N.M.B.S., enz. Die Commissie zou de verschillende diensten harmonisch vereenigen, zonder verslag te moeten doen aan hoogerhand, behalve in bijzonder ernstige gevallen.

Onze voorkeur gaat uit naar den provincialen trap, omdat die op halve hoogte staat; daar is geen kwestie van dorpspolitiek, die haar te gemakkelijk onder plaatselijke invloeden zou brengen en de persoonlijke overwegingen den voor-

rang zou geven boven de andere. Aan den anderen kant is Brussel te ver af : een overdreven centralisatie leidt overigens tot overstelping, papierrommel en tot een onuitstaanbaren ambtenaarsgeest.

* * *

Vele geteisterden klagen over het optreden van den Stedebouw. Ze hebben ongelijk, zoolang dat optreden niet kwellend wordt. Vermits de oorlog toch geheele wijken in onze steden, ja geheele steden heeft verwoest, moet men daarvan gebruik weten te maken om steden en dorpen aantrekkelijker te herbouwen, aan de bewoners zooveel mogelijk comfort te verschaffen en tevens het eigen oorspronkelijk karakter van elke plaats te bewaren.

Er is soms wel wat overdreven, maar daar werd gelukkig tegen ingegaan. Een van onze collega's wees er de Commissie op, dat zekere ambtenaren den bouw van schuilplaatsen tegen bombardementen voorschreef, alsof de atoomkracht de ondergrondsche wijkplaatsen niet ondoeltreffend had gemaakt.

Soms, voegde hij er aan toe, moest zelfs aan onverwachte eischen voldaan worden, om niet te moeten afzien van de voordeelen der leening toegestaan voor den herbouw van het perceel !

Ging het niet zoo ver, dat de plannen veranderd werden om, tegen den wil in van den eigenaar, aan te wijzen, waar de keuken, de eetkamer of het bureau moest komen?

Zou een mensch dan niet meer baas zijn in zijn eigen huis?

Zulk een misplaatste en ontoelaatbare dienstijver bevordert geenszins de ontluiking van een welbegrepen stedebouw, integendeel, die uitluiking wordt daar zeer slecht mede gediend.

De hogere instanties hebben dan ook maatregelen genomen om een eind te maken aan de belachelijke en ongewone toestanden, die zich op enkele plaatsen hebben voorgedaan.

Wordt de Commissie voor Monumenten en Landschappen wel steeds geraadpleegd? Bij voorbeeld, in het blauwgrijs van de Maasvallei schittert hier en daar plots de roode kleur van dakpannen, die het oog pijnlijk treft en de schoonheid van het landschap schaden.

Laten wij oppassen ! Het toerisme is op zich zelf wel aangenaam maar het heeft ook zijn practischen kant. Het is een bloeiende zaak, die lang niet haar hoogtepunt bereikt heeft. Het landschap bederven is den vreemdeling verwijderen en de economische bedrijvigheid van het land aantasten.

Het is soms voldoende, dat in een dorp enkele koddige bouwsels verrijzen om het eigenaardige dorpsbeeld geheel te verknoeien en de bezoekers te ontmoedigen.

Zooals wij gezegd hebben, kunnen zulke fouten vermeden worden door een welbegrepen coördineering van al de bevoegde diensten.

Laten wij de gelegenheid niet ontglippen om goed te doen. Wij zouden het anders later kunnen betreuren.

* * *

In verband met de samenwerkende vennootschappen wil de Commissie hier den weerklank laten hooren van de talrijke klachten, door haar van overal ontvangen.

Wordt de wet op de samenwerkende vennootschappen wel altijd nauwlettend nageleefd?

Het ligt voor de hand dat de raden van beheer den wil der leden moeten weer-geven en volbrengen. Het is een eisch van de wet, die niet miskend mag worden : de beheerders worden aangesteld door de leden der vereeniging.

In zekere coöperatieven zijn vele leden echter slechts principieele aangesloten, vermits zij het maatschappelijk register niet geteekend noch hun aandeel als samenwerkend lid gestort hebben.

Hieruit zou voortvloeien dat de oprichting van verscheidene coöperatieven onwettelijk is : hun raad van beheer zou benoemd zijn in een zooniet onvolledige, dan toch onregelmatige vergadering. Sommige leden zouden hun zelfs door het Departement zijn opgedrongen.

De Commissie heeft ter zake niet voldoende zekerheid, zij vraagt eenige opheldering.

II. — BEGROOTING VAN HET MINISTERIE VOOR OORLOGSGETROFFENEN.

Het ontwerp-verslag dat aan de Commissie van Oorlogsschade werd voorgelegd, werd belangrijk gewijzigd.

Wij hadden bij het Departement een groot aantal inlichtingen ingewonnen omtrent amendementen, welke de Regeering voornemens was in te dienen. Nu wij haar voorstellen in handen hebben, blijkt dat de meeste amendementen werden prijsgegeven, ongetwijfeld op verzoek van het Begrootingscomité.

Uw Commissie zou gaarne weten, waarom verscheidene, onmisbaar geachte kredietverhoogingen niet op de begrooting voorkomen.

Aldus heeft het Departement onder hoofdstuk II, « Uitgaven voor materieele behoeften », afgezien van een kredietverhoging met 50,000 frank voor artikel 9/1 en met 250,000 frank voor artikel 9/2, terwijl toch die totale vermeerdering met 300,000 frank noodzakelijk was geacht « om het bestuur in staat te stellen zijn programma met de grootst mogelijke doeltreffendheid te verwezenlijken ». Drie auto's bleken absoluut onmisbaar te zijn voor de inspectie van 20 tehuizen voor politieke gevangenen, voor de contrôle van meer dan 100 verdeelingskantoren, voor het toezicht op de bedrijvigheid van de over het geheele land verspreide werken, behoorende onder het Departement.

Ook scheen het, dat artikel 13 met 600,000 frank zou moeten verhoogd worden om het in overweging genomen programma inzake de organisatie van tentoonstellingen en plechtigheden te verwezenlijken.

Er moest op de begrooting ook een artikel 13*bis* voorkomen met 125,000 frank, krediet voor de inrichting van den « Gedenkdag ».

Ten slotte was er ook sprake van, het krediet in artikel 25 voor uitdeeling van pakketten aan politieke gevangenen en hun rechthebbenden bij wege van amendement van 1 miljoen op 3 miljoen frank te brengen.

Deze verhoging was aldus gegrond : « Deze uitgedeelde producten — levensmiddelen of kleedingsstukken — komen in hoofdzaak voort van giften uit het buitenland. Maar de kosten van inklaring, opslag, lossen en laden, verpakking zijn aanzienlijk. En om de zendingen aan te vullen of in evenwicht te houden kan er aanleiding bestaan tot aankoop van sommige waren. In het geheel vereischt deze post 3,000,000 frank ».

De Commissie merkt dus op, dat er beperkingen zijn geweest en zij vraagt zich af of het goede beheer van het Departement daar niet onder te lijden zal hebben, of zekere initiatieven daardoor niet belemmerd en sommige voordeelen aan politieke gevangenen niet verminderd zullen worden.

Hierna zullen wij overgaan tot het onderzoek van de begroting.

Ze vervalt in twee afdeelingen : de gewone uitgaven en de uitzonderingsuitgaven.

GEWONE UITGAVEN.

Deze omvatten : a) personeelsuitgaven; b) uitgaven voor materiele behoeften; c) subsidies en uitgaven voor sociale voorzorg.

Personeelsuitgaven. — Het betreft hier de wedden van het talrijk personeel bij het Departement, zoowel van het vaste als van het tijdelijke, en van de desbetreffende verhoogingen en vergoedingen, alsmede de wettelijke stortingen voor de verzekering tegen ouderdom en vroegtijdigen dood.

De verschillende artikelen van dit hoofdstuk behoeven geen commentaar.

Toch valt op te merken, dat er een nieuw artikel, 3*bis*, wordt voorgesteld ten bedrage van 3,000,000 frank. Het wordt verantwoord op grond van de overdracht, aan het Ministerie van Oorlogsgetroffenen, van den Gezondheidsdienst van het Leger, die dan ook op de begroting van dat departement komt.

Uitgaven voor materiele behoeften. — Dat zijn gewone en onontkoombare uitgaven : verlichting, verwarming, watervoorziening, kosten van briefwisseling en telefoon, huurgelden, belastingen, retributies, aankoop, huur, onderhoud van meubelen en lokalen, kantoorbenodigdheden, enz. Ze geven tot geenerlei opmerking aanleiding.

Subsidies en uitgaven voor sociale voorzorg. — Dit hoofdstuk heeft betrekking op de subsidies aan het N.W.O.S. tot hulpverlening aan oud-strijders, gedeporteerden en politieke gevangenen in geval van nood. Het krediet voor 1946 bedraagt 400,000 frank meer dan in 1945 en geeft dus blijk van de bezorgdheid der openbare machten ten aanzien van onze medeburgers, die zich tijdens de vijandelijkheden onderscheiden en geleden hebben.

BUITENGEWONE UITGAVEN.

Deze tweede afdeeling vervalt in : a) uitzonderingsuitgaven; b) uitgaven voortvloeiend uit den oorlog.

Uitzonderingsuitgaven. — Hebben betrekking op mobiliteitsachterstallen ten behoeve van ambtenaren en tijdelijke bedienden. Zij bedragen 750,000 frank.

Uitgaven voortvloeiend uit den oorlog. — Laten wij ze artikelsgewijze onderzoeken.

Artikel 20 ondergaat geen verandering. Evenals in 1945 wordt 13,000,000 fr. voorzien voor subsidies aan werken voor oorlogsgetroffenen, voor inrichting van herbergingscentra, enz.

Artikel 21. — Het N.W.O.S. ontvangt 28 1/2 miljoen tegen 133,600,000 frank voorheen. Deze belangrijke wijziging is verantwoord op bladzijde 42 van de ontwerp-begrooting. Wij gaan er niet verder op in.

Artikel 22. — Het krediet voor maandelijksche toelagen aan in hun haardstede teruggekeerde politieke gevangenen werd van 135,000,000 teruggebracht tot 3,000,000 frank, wat te verklaren is uit het aanzienlijk verminderd aantal personen, die deze toelage nog genieten.

Artikel 23. — Dit is een nieuw artikel krachtens de toepassing van de besluitwet tot toekenning van maandelijksche toelagen aan de weduwen en rechthebbers van overleden of gefusiljeerde politieke gevangenen en aan de rechthebbenden van nog niet teruggekeerde politieke gevangenen.

Het bedraagt 216,000,000 frank. Het moet evenwel met het volgende worden aangevuld : « met inbegrip van de achterstallen over vroegere dienstjaren » ten einde achterstallen te kunnen uittrekken voor de rechthebbenden, die hun aanvraag te laat hebben ingediend.

Artikel 24. — Dit artikel daalt van 135,000,000 tot 1,000,000 frank. Een normale verlaging, vermits het krediet moet gebruikt worden voor de uitkeering van een repatrieringstoelage groot 1,000 frank aan repatrieerenden. Het aantal van dezen is noodzakelijkerwijze sterk afgenomen.

Artikel 26. — Het betreft een subsidie aan het Nationaal Werk van den Socialen Dienst voor de gezinnen van militairen (C.V.L.B.). Dit artikel ondergaat geen wijziging, noch in de redactie, noch in het krediet, dat 2,400,000 frank bedraagt als vroeger.

Artikel 26¹ komt slechts voor pro memorie. Het Nationaal Steunfonds voor Gesteisterden, welks opdracht geëindigd is, beschikt voor 1946 niet meer over het in 1945 verleende milliard.

Artikel 27. — Het Hoog Commissariaat voor de Bescherming der Burgerbevolking zal nog slechts 6,000,000 frank ontvangen tegen 56,224,000 frank voorheen. Het is in liquidatie.

Artikel 28. — Blijkens de aanmerkelijke verlaging van het krediet dat daaraan was toegekend geldt hetzelfde voor het Belgisch Commissariaat voor Repatriëring. Voor 1945 beschikte dit over 400,000,000 frank; de begrooting voor 1946 brengt die som terug tot 100,425,000 frank. Bij wege van amendement zal daar verder nog 5,000,000 frank van afgaan.

Artikel 29. — Voor het eerst is op de begrooting van oorlogsgetroffenen een krediet van 2 miljoen frank gebracht voor terugbetaling van medische, pharmaceutische, hospitaalkosten, enz. aan burgerlijke slachtoffers van den oorlog. Toch bestond dat artikel reeds in 1945 op de begrooting van het Ministerie van Financiën.

Het gaat dus van het een departement naar het andere over.

Ten slotte zij gewezen op twee nieuwe artikelen : het eerste van 50,000,000 fr. voor medische en pharmaceutische kosten van militaire en daarmede gelijk-

gestelde oorlogsgetroffenen 1940-1945 en aan dezelfden, die in de periode van versterking van het leger ziek of gewond werden. Daarbij komen nog de verplegings- en hospitaalkosten buiten de militaire hospitalen en de prothesiskosten van politieke gevangenen en burgerlijke gijzelaars. Het betreft hier een overdracht van het Ministerie van Landsverdediging naar het Ministerie van Oorlogsgetroffenen.

Het tweede, ten bedrage van 200,000 frank, heeft ten doel de kosten van overlijdensakten en van administratieve verbetering dier akten te regelen.

* *

Wij hebben gezien dat dit hoofdstuk de voornaamste posten van de begrooting bevat, vermits het betrekking heeft op allerlei steun vanwege den Staat ten gunste van de oorlogsgetroffenen.

Bij groepeerings van de posten 21, 22, 24, 26/1, 27 en 28 vinden wij, dat deze in hun geheel een massale verlaging te zien geven van 1,720,919,000 frank, ten opzichte van verleden jaar (138,925,000 frank tegen 1,859,844,000 frank).

Hoe deze plotselinge afnemings te verklaren? Bij de bevrijding van het land waren er onmiddellijk gewichtige plichten te vervullen. Zonder verwijl moest de repatriëring der gevangenen op touw gezet worden, moesten hun de noodige zorgen verstrekt voor hun gezondheid en de maandelijksche toelagen uitgekeerd worden; de afwezigen moesten opgezocht en hun families gesteund worden.

Er kwamen commissies tot stand, er werden diensten ingesteld om te voldoen aan de dringende en dwingende eischen van den na-oorlogschen tijd.

Deze eerste etape is bijna achter den rug : de verlaging van sommige kredieten is daar een bewijs van.

Het Belgisch Commissariaat voor de Repatriëring is thans niet meer te verantwoorden. Het heeft zijn kiesche taak tot een goed einde gebracht; het moet nu terugtreden.

Gewis, binnen het kader van het Departement moet nog voor zoover noodig eenige bedrijvigheid blijven heerschen, die zich zal uiten in een beperkten en tijdelijken dienst.

Het ware wenschelijk, dat het personeel werd overgenomen door het Ministerie van Oorlogsgetroffenen al naar de mogelijkheden van den nieuwen dienst

Aldus zou de liquidatie van het Commissariaat bespoedigd worden. De Staat zou ernstige besparingen doen; de kosten voor zendingen naar het buitenland onder meer vallen zeer zwaar.

Men moet ook weten, dat het Commissariaat voor de Repatriëring op 15 Juni jongstleden, nog een personeel had, bestaande uit 372 bezoldigden, 75 loontrekken, 3 officieren, 14 gelijkgestellten en 1 onderofficier, zijnde te zamen 465 personeelsleden. Het was op dien datum grooter in aantal dan het personeel van het hoofdbestuur van het Departement, hetwelk bestond uit 309 beambten en 15 chauffeurs en sjouwers.

De eerste periode, nl. van de tijdelijke bijdragen en steunverleeningen, loopt dus op haar einde.

Maar terwijl er voor gezorgd werd, dat de oorlogsgetroffenen een eerste hulp ontvingen, werd tevens uitgezien naar de middelen om hun de definitieve voordeelen te geven, waarop zij aanspraak hebben.

Er kwam een wetgeving tot stand; ze wordt van dag tot dag aangevuld. Deze bezorgdheid spreekt uit de begroting voor 1946. Sommige kredieten zijn verhoogd en er werden verscheidene nieuwe artikelen opgenomen.

De tehuizen en herbergingscentra blijven bestaan, de beroepswederaanpassing wordt uitgewerkt, aan weduwen van oorlogsgetroffenen en hun rechthebbenden worden maandelijksche tegemoetkomingen verstrekt; er is medische, pharmaceutische en hospitaal-verzorging voorzien. Kortom, wij gaan geleidelijk van een aanvangsstadium naar een normalen toestand over.

Wij spreken het verlangen uit, dat de liquidatie van de diensten der eerste periode nog sneller zou geschieden, dat er meer aandacht zou besteed worden aan de vraagstukken van den dag en dat al de gevallen van oorlogsgetroffenen binnen zeer korten tijd zouden geregeld worden.

* * *

De begrotingen werden aangenomen met 8 tegen 3 stemmen.

Onderhavig verslag werd eenparig goedgekeurd door de aanwezige leden.

De Verslaggever,
RENÉ MAQUET.

De Voorzitter,
RONSE.